

# la lettre d'attac

COMITÉ 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup>

## CETA, POUR NOUS, C'EST NON !

**L**e 18 octobre, les 28 chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne se prononceront sur la ratification de CETA, l'accord de libéralisation des échanges et des investissements entre l'Europe et le Canada.

Cet accord est le frère jumeau de Tafta, le projet d'accord entre l'UE et les États-Unis. L'un comme l'autre visent à :

- abaisser les barrières douanières qui protègent l'agriculture paysanne ;
- niveler par le bas les normes sociales, sanitaires et environnementales ;
- offrir aux multinationales la possibilité d'attaquer les États devant des instances d'arbitrage extra-judiciaires ;
- placer le pouvoir réglementaire sous la tutelle d'un forum de fonctionnaires soumis à l'influence directe des groupes de pression ;
- instituer une libéralisation des échanges de services qui conduira au déperissement des services publics.

Ces projets sont d'une telle gravité que la France demande l'arrêt des négociations de Tafta. En revanche, elle s'apprête à voter la ratification de CETA.

Incohérence ? Peut-être pas. Il y a entre Tafta et CETA une différence significative. Alors que les États-Unis refusent d'ouvrir leurs marchés publics aux entreprises européennes, le Canada est prêt à le faire à tous les niveaux. De là à penser que le gouvernement français est plus soucieux des intérêts des Bouygues, Vinci, EDF, Engie, Veolia et autres entreprises fournisseuses des collectivités publiques que des intérêts des citoyens, il n'y a qu'un pas... que nous nous garderons de franchir. Toutefois :

**le samedi 15 Octobre, à 15 h 30,  
place de Stalingrad, nous dirons  
et redirons : CETA ou Tafta,  
pour nous n'est NON.**

### Débat

## LES GAUCHES EN AMÉRIQUE LATINE

Avec deux spécialistes de la région : **Jean-Jacques Kourlandsky**, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), et **Maurice Lemoine**, journaliste non aligné.

**Mercredi 19 octobre à 19 h**

**Le Lieu-Dit**

**6, rue Sorbier, Paris 20<sup>e</sup>**

Métro Ménéilmontant (ligne 2) ou Gambetta (ligne 3) - Bus 96



Il y a à peine huit ans, une Constitution « révolutionnaire » voyait le jour en Équateur, une autre suivrait en Bolivie en 2009. Hugo Chávez était président au Venezuela et Lula au Brésil. En Argentine et en Uruguay, des gouvernements « progressistes » étaient au pouvoir. Aujourd'hui, à l'exception de la Bolivie et de l'Équateur, la gauche de pouvoir est en recul dans tout le sous-continent. Au Brésil, Dilma Rousseff a été victime d'un coup d'État institutionnel, son parti est en crise et l'aura de Lula, mis en cause dans les affaires de corruption, se ternit. Au Venezuela, le président Nicolas Maduro fait face à une opposition virulente et financièrement puissante. En Argentine, le gouvernement Mauricio Macri légifère par décret et s'acharne contre les médias d'opposition. Comment expliquer ce reflux général et quelles leçons pouvons-nous tirer de ces échecs des « gouvernements de gauche » ?

### Des bâtons, pas des avions !

En écho à la lutte du Larzac, nous sommes allés à 40 000, sous le soleil et dans une ambiance bon enfant, le 8 octobre à Notre-Dame-des-Landes, faire « résonner les chants de nos bâtons ». Nous les avons érigés sur un talus autour d'un champ, comme un rempart, nous engageant à venir les rechercher en cas de tentative d'évacuation de la ZAD (Zone à défendre). Au-delà de cette volonté de « mettre des bâtons dans les roues du projet », nous voulions appuyer les démarches alternatives qui se construisent, comme autant de graines d'un autre monde possible, dans cette zone, honnie des pouvoirs en place aussi bien à cause de l'opposition à l'aéroport que de la floraison de ces utopies concrètes.

C'est pourquoi nous avons porté des poutres en bois jusqu'aux endroits où ont été élevées les charpentes de cinq nouveaux lieux de vie commune (ou de refuges en cas d'attaque policière). L'une d'elles clamait : « Ni expulsion à NDDL, ni à Calais ».

### Attac, qu'est-ce que c'est ?

L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action. Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques. Attac est présente dans plus de quarante pays.

Site Attac France :

[www.france.attac.org](http://www.france.attac.org)

Pour connaître le comité local le plus proche de chez vous : [local.attac.org](http://local.attac.org)

Comité local 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> :

[attacparis19-20@attac.org](mailto:attacparis19-20@attac.org)

ou 1-3 rue Frédérick-Lemaître- 75020 Paris

Informations, réflexions, campagnes

Attac Paris 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> :

<http://attacparis19-20.org>

# BRÉSIL: LA DROITE PREND SA REVANCHE

**Une page se tourne pour le Parti des Travailleurs: destitution de Dilma Rousseff, débâcle électorale aux élections municipales de début octobre. Après des années de dérive libérale de la gauche gouvernementale, la droite reprend seule les rênes du pouvoir pour approfondir les dérèglementations et la libéralisation.**



**L**e 31 août, la procédure d'impeachment pour destituer la présidente du Brésil était votée par une large majorité de sénateurs, avec l'appui en sous-main des puissantes Églises évangéliques et du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), dirigé par Michel Temer, le président illégitime. Dilma Rousseff a été accusée de transferts budgétaires réalisés à l'insu du Congrès. Pratique courante de certains gouvernements antérieurs, de maires et de gouverneurs, cette accusation n'était qu'un prétexte: deux jours après le vote du Sénat, le nouveau gouvernement promulguait une loi autorisant à procéder à ces manipulations compatibles sans consulter le Congrès.

## Des maux qui viennent de loin

Avec l'aide du pouvoir judiciaire et des médias, l'oligarchie et la droite voulaient endiguer l'ouragan provoqué par l'enquête « Lava jato » (« lavage express »), opération qui a révélé un énorme scandale de corruption triangulaire orchestré entre le groupe public Petrobras, des sociétés du bâtiment et de nombreux dirigeants politiques de tous les partis, de droite comme de gauche.

Le président par intérim n'a pas attendu la fin de la procédure pour appliquer un programme néolibéral d'urgence. Il a immédiatement reçu de la part du syndicat patronal une liste de « 36 mesures indispensables », dont l'objectif est de vider les caisses publiques et de transférer leur contenu à l'oligarchie en détruisant au passage les droits sociaux. En contrepartie, il augmente les investissements militaires, aéroportuaires et nucléaires. Il organise la privatisation du secteur pétrolier et favorise les négociations directes entre salariés et patrons.

Le ton conservateur et répressif est donné. Le ministère des Femmes, de l'Égalité raciale, des Droits humains et de la Jeunesse a été supprimé, comme celui du Développement agricole, censé mettre en place la réforme agricole. Le chef de la police militaire de São Paulo a été nommé ministre de la Justice et de la Citoyenneté. Il est connu pour la violence des moyens employés contre les mouvements sociaux. La répression bat son plein avec un pouvoir judiciaire complice.

À l'évidence, les classes dominantes veulent prendre leur revanche, au Brésil comme dans le reste du continent. La pratique du coup d'État institutionnel semble être la nouvelle stratégie des oligarchies latino-américaines. Après le Honduras et le Paraguay, c'est au tour du Brésil.

Aujourd'hui, la société brésilienne traverse une crise globale inédite depuis la fin de la dictature. Malgré les mesures sociales du début de la présidence Lula, comme l'augmentation du SMIC et la *Bolsa familia* (ou salaire familial), le gouvernement s'est rapidement converti à l'extractivisme, aux méga-projets inutiles, au développement de l'agro-business et à la libéralisation des transgéniques aux dépens de la réforme agricole et de l'agriculture paysanne. Il n'a jamais remis en cause le paiement des intérêts de la dette extérieure.

## Perspectives des mouvements

Peu à peu, la présidente Dilma Rousseff et son gouvernement de coalition ont sacrifié les investissements sociaux et publics, en diminuant au passage la fiscalisation des plus riches. La flexibilité et la précarité au travail n'ont cessé d'augmenter. Pendant les douze années de gouvernement du Parti des travailleurs, fondé par Lula en 1980, la

moitié des emplois existants est restée informelle et 95% des emplois créés l'ont été avec des niveaux de salaire très bas. Le PT a été pris dans une spirale d'alliances de plus en plus ouvertes à la droite, voire à des représentants du grand capital.

Le résultat ne s'est pas fait attendre: les élections municipales de début octobre traduisent le naufrage du Parti des travailleurs au niveau national. De 630 mairies obtenues dès le premier tour en 2012, le PT n'en récolte que 235 aujourd'hui. Le parti du président Michel Temer sort conforté en remportant dès le premier tour 989 mairies. Mais au-delà du rejet du PT, le scrutin témoigne du discrédit qui affecte l'ensemble de la classe politique brésilienne, notamment ses dirigeants.

Les mouvements sociaux, les syndicats et toutes les forces progressistes du Brésil qualifient la destitution de Dilma Rousseff de coup d'État institutionnel. Le retour de la droite au pouvoir signifie une grande régression démocratique, une offensive contre les acquis sociaux et une intensification de la criminalisation de la résistance et de la mobilisation. Les mouvements populaires réunis au sein du Front Brésil Populaire, du Front peuple sans peur et de l'Espace unité d'action se sont mobilisés contre le coup d'État. Les manifestations appelées par ces fronts, soutenant le PT ou critiques vis-à-vis de lui, ont rempli les artères des grandes villes. En septembre, des milliers de personnes sont descendus dans les rues de São Paulo et des principales villes du pays sous le mot d'ordre « Fora Temer ! » (*Temer dégage !*) et réclamant des élections anticipées. Ces manifestations ont été particulièrement réprimées.

**Flavia Verri et Beatrice Whitaker.**

## BULLETIN D'ADHÉSION

Nom..... Prénom.....  
Adresse.....  
Code postal..... Ville.....  
Email.....  
J'adhère à Attac et je verse pour l'année civile.....€

Ressources mensuelles et cotisation avec Lignes d'Attac

de 0 à 450 €.....	13 €	- de 1600 à 2300 €.....	65 €
de 450 à 900 €.....	21 €	- de 2300 à 3000 €.....	84 €
de 900 à 1200 €.....	35 €	- de 3000 à 4000 €.....	120 €
de 1200 à 1600 €.....	48 €	- au-delà de 4000 €.....	160 €

**Bulletin à renvoyer accompagné d'un chèque bancaire ou postal à :**  
Attac Service adhésions - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris